

Sur la crise du stalinisme

Vietnam, Portugal, Italie, France, Espagne : sur les multiples fronts de la révolution mondiale, la montée des luttes ouvrières et anti-impérialistes remet une fois de plus au premier rang des préoccupations des marxistes révolutionnaires l'analyse du rôle joué par le stalinisme dans l'affrontement entre bourgeoisie et prolétariat.

Ce débat, vigoureusement relancé dans les premiers numéros de cette revue (1), est loin d'être clos. Sans prétendre traiter la question de la crise du stalinisme dans toutes ses implications, on présentera ici quelques remarques portant sur deux points : la thèse de la « social-démocratisation » des P.C. d'Europe occidentale ; le problème plus général de la caractérisation des contradictions du « mouvement communiste international ».

I. — Peut-on parler d'une « social-démocratisation » des P.C. européens ?

Contrairement à trop de commentateurs journalistiques, Henri Weber n'entend pas parler à la légère d'une « social-démocratisation » des P.C. occidentaux. Selon lui cette référence se veut plus qu'une simple analogie ; elle entend se fonder comme *concept* à partir d'une périodisation historique et rendre compte en profondeur des contradictions à l'œuvre dans la crise du stalinisme.

(1) Cf. dans le premier numéro « Politique des blocs et révolution permanente », par J.-M. Vincent et « Les partis staliniens et leur devenir » par H. Weber dans le n° 3.

Selon Weber, celles-ci se développeront en deux phases distinctes : le « procès de stalinisation » couvrirait la période 1923-1943 ; il est décrit comme « la transformation de l'I.C. en appendice de l'Etat soviétique ». Le procès de « social-démocratisation » caractérisé comme « autonomisation relative par rapport à la bureaucratie soviétique », constituerait une « tendance générale » à partir du XX^e Congrès et des années 60. Le passage de l'un à l'autre s'expliquerait par le nouveau rapport de forces entre les classes qui, après la Seconde Guerre mondiale, viendrait exacerber « la contradiction que vit chaque P.C. entre les intérêts de la bureaucratie soviétique et ceux de sa bureaucratie propre ».

1. Au regard de cette thèse, le débat ne porte à vrai dire, ni sur la caractérisation générale des rapports entre les classes dans la période récente — l'aiguïssement des luttes et l'affaiblissement de l'impérialisme — ni sur l'appréciation factuelle de la plus ou moins grande profondeur des fractures qui traversent le camp stalinien.

Le problème principal est plutôt que l'argumentation de cette thèse de la « social-démocratisation » procède d'une approche du stalinisme qui reste essentiellement descriptive et empirique. De façon plus précise l'analyse de Weber privilégie abusivement le recensement *des effets politico-organisationnels*, au sens étroit, de la crise du stalinisme par rapport à l'analyse qui devrait être première *des fondements sociaux* de la bureaucratie et de sa crise. Ainsi, en ce qui concerne le « procès de stalinisation » des P.C., Weber rappelle certes son origine socio-historique : la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S., la subordination du mouvement des masses aux intérêts de l'Etat soviétique s'exprimant dans la « stratégie » du « socialisme dans un seul pays » ; mais les conséquences politiques, sur les divers partis communistes, en sont principalement réduites aux effets de *subordination bureaucratique*. La stalinisation du P.C.F. est ainsi saisie à titre premier dans les manifestations organisationnelles des rapports inter-bureaucratiques : le P.C.F. « applique à la lettre la ligne arrêtée à Moscou », tandis que « la bureaucratie soviétique ne se contente pas de dicter sa ligne, désigne également les hommes chargés de l'appliquer », et « étend à la vie intérieure des partis communistes le régime autocratique qu'elle impose à la société soviétique ». Ainsi, pour Weber, le « procès de stalinisation » se résume *pour l'essentiel* à ceci : *le monolithisme bureaucratique du Komintern stalinien*.

Cette conception lui permet alors aisément de déduire *symétriquement* l'analyse de la crise du stalinisme à un procès inverse, le *procès de « social-démocratisation »*, dont les manifestations sont elles-mêmes décrites de façon assez étroitement *politico-organisationnelle*. En effet, ce qui est ainsi désigné par Weber, c'est essentiellement « l'autonomisation relative par rapport à la bureaucratie soviétique » des différents P.C. et « le relâchement du lien militant avec les masses, effet de l'électoratisme et du réformisme ».

Enfin, selon la même problématique, *la limite* actuelle du dit « procès de social-démocratisation » — c'est-à-dire ce qui, selon Weber, perpétue la spécificité *stalinienne* des P.C. — est elle-même quasi exclusivement analysée en terme de persistance d'un rapport *bureaucratique* à l'U.R.S.S.

d'une part, aux masses de l'autre. Weber souligne ainsi « la perpétuation des rapports de subordination à la bureaucratie soviétique », ainsi que le fait « qu'aucun changement fondamental n'est intervenu dans le régime intérieur des P.C. ».

Cette approche étiquée, quasi fonctionnaliste, du stalinisme comme simple phénomène bureaucratique international, dont la crise pourrait être mesurée au seul vu du rapport entre tendances contradictoires au « monolithisme » et à la « distension » politico-organisationnels, procède de deux erreurs d'analyse : Weber sous-estime d'abord combien ce qu'il saisit comme « social-démocratisation », procède *nécessairement* d'une contradiction à la fois *interne et originelle* du stalinisme lui-même ; par là-même, il sous-estime également combien *toutes* les politiques des P.C. actuels s'inscrivent encore *fondamentalement* (c'est-à-dire au regard des *intérêts sociaux* en cause et des choix stratégiques qui leur correspondent) dans le cadre général du stalinisme. En d'autre terme, l'idée que l'évolution actuelle procède d'un procès de social-démocratisation *distinct* de celui du stalinisme sous-évalue à la fois le caractère *contradictoire* et la force *d'actualité* du stalinisme.

2. En ce qui concerne l'ampleur des *contradictions* se manifestant à travers la crise du stalinisme, on soulignera d'abord que le processus d'« autonomisation » des divers P.C. européens va *encore beaucoup plus loin et plus profond* que ne le dit Weber. Il ne s'agit pas uniquement de « distension des liens bureaucratiques » avec Moscou ou entre les divers partis communistes. La floraison des diverses « voies nationales » a *un contenu social et programmatique* : la proposition, sous des formes diverses, de l'alliance avec des forces politiques représentatives des diverses bourgeoisies nationales, l'abdication des objectifs de la révolution prolétarienne mondiale au bénéfice de programmes de collaboration de classe, l'adaptation au cadre politico-institutionnel des diverses formations sociales bourgeoises.

C'est à ce niveau-là qu'agissent les facteurs qui tendent le plus puissamment à rapprocher tant la physionomie organisationnelle que la pratique politique des divers P.C. nationaux de celles des vieux partis réformistes de la II^e Internationale.

C'est en ce sens précis que *dès 1938*, le programme de transition soulignait que le Komintern et, à sa suite, les P.C. étaient « entrés dans la voie de la social-démocratie ». Ceci indique clairement que, loin d'être un écart ou une contre-tendance par rapport à la « stalinisation », la convergence pratique des P.C. avec la social-démocratie, résulte directement du développement *d'une tendance inhérente à la détermination sociale et programmatique initiale du stalinisme*. La nature même du projet contre-révolutionnaire qui consistait à subordonner l'activité des P.C., à l'échelle mondiale, aux intérêts étiqués et réactionnaires de la bureaucratie soviétique — en tant que couche *sociale* et pas seulement en tant qu'appareil politique — devait, *nécessairement*, conduire à l'adaptation nationale des divers P.C., au social-chauvinisme généralisé et à la dislocation du mouvement communiste international.

C'est précisément *cette logique inéluctable de la contre-révolution* que Trotsky a su dévoiler. Alors même que l'Internationale stalinienne dissimulait encore son orientation réactionnaire sous le verbe sectaire de sa période ultra-gauche, il retourne ainsi contre les dirigeants du Komintern leur accusation de « déviation social-démocrate » en soulignant le caractère menchévique de l'orientation en faveur du « socialisme dans un seul pays » : « La nouvelle doctrine dit : le socialisme peut être construit sur la base d'un Etat national s'il n'y a pas d'intervention. De là peut et doit découler, en dépit de toutes les déclarations solennelles du projet de programme, *une politique de collaboration avec la bourgeoisie de l'extérieur*. ... La tâche des partis de l'Internationale communiste prend alors un caractère secondaire. Protéger l'U.R.S.S. des interventions et non pas lutter pour la conquête du pouvoir. Il ne s'agit pas, certes, d'intentions subjectives mais d'une logique objective de la pensée politique » (2).

Ainsi, la défense de la bureaucratie induit *logiquement* une politique de collaboration de classes à l'échelle internationale et donc à l'échelle de chaque nation. C'est cette logique *politique* — et son fondement *social* : les intérêts propres de la couche bureaucratique en U.R.S.S. — qui déterminent la nature des liens *organisationnels* entre l'U.R.S.S. et les partis communistes. C'est aussi cette politique qui fait nécessairement entrer en crise l'unité de la bureaucratie internationale.

De ce point de vue le stalinisme est, dès l'origine, porteur et du *monolithisme* bureaucratique et de sa *négation*, l'éclatement bureaucratique.

C'est pourquoi, du point de vue de ses conséquences politico-organisationnelles sur le mouvement communiste international, le « procès de stalinisation » ne peut être réduit *unilatéralement*, comme le fait Weber, à l'édification d'un système de subordination totale à l'appareil du Kremlin. *Dès l'origine et par nature*, le stalinisme implique aussi le *démantèlement social-chauvin de l'Internationale communiste* (y compris sous la forme bureaucratique caricaturale qu'impose à celle-ci la bureaucratie stalinienne dans les années 30). C'est ce qu'annonçait remarquablement Trotsky lorsqu'il écrivait : « S'il est possible, en général, de réaliser le socialisme dans un seul pays, on doit admettre cette thèse non seulement *après* la conquête du pouvoir mais aussi *avant*. Si le socialisme est réalisable dans le cadre national de l'U.R.S.S. arriérée, il l'est, à plus forte raison, dans l'Allemagne avancée.

Demain, les responsables du Parti Communiste Allemand développeront cette théorie. Le projet de programme leur donne ce droit. Après-demain viendra le tour du Parti Communiste Français. *Ce sera le début de la désagrégation de l'Internationale communiste suivant la ligne du social-patriotisme.* » (3).

De ce point de vue, il est abusif de considérer la dissolution du Komintern en 1943 comme une mesure purement « fictive » et qui ne sanctionnerait que la transformation de l'Internationale communiste en

(2) *L'Internationale communiste après Lénine.*

(3) *L'Internationale communiste après Lénine.*

« appendice de l'Etat soviétique ». Car la destruction de l'Internationale communiste en tant que parti mondial de la Révolution, définitivement sanctionnée par la dissolution de 1943, s'est opérée *tout au long* de la période stalinienne à travers *deux processus à la fois contradictoires et indissociables* : la subordination bureaucratique à l'Etat soviétique certes, mais *aussi*, dès cette période, l'adaptation systématique de chacun des P.C. à sa bourgeoisie nationale.

3. Le pas décisif en ce sens est sans doute marqué par l'orientation *front-populiste*, adoptée, sur rapport de Dimitrov, par le VII^e Congrès du Komintern (1935). Les zig-zags bureaucratiques de la période 1923-1933 trouvent alors leur aboutissement dans un engagement complet dans une politique de collaboration de classes et d'intégration aux divers Etats bourgeois.

Weber caractérise parfaitement cette orientation en disant que « la stratégie étagée des fronts populaires et nationaux repousse, dans le lointain, la perspective du socialisme et restreint les tâches de l'heure à des objectifs limités, parfaitement compatibles avec les intérêts d'une fraction de la grande bourgeoisie ». Mais il ne prend pas garde à ce que cette orientation stratégique fondamentale du mouvement stalinien, expression concentrée de son « rôle cyniquement contre-révolutionnaire », constitue à la fois *le ciment* programmatique du mouvement stalinien et la source même de son *éclatement* social-chauvin.

La définition de la stratégie frontiste a donné *une expression programmatique générale* — et en tant que telle susceptible de s'illustrer à travers les combinaisons les plus variées dans les circonstances spécifiques de la lutte des classes — aux impératifs *sociaux* fondamentaux de la défense internationale de la bureaucratie soviétique. Ce cadre général n'a pas été substantiellement remis en cause, bien au contraire, à travers tous les avatars de la guerre froide et de la « détente ». La politique de « coexistence pacifique » et les multiples variantes de la stratégie « antimonopoliste » dans les pays impérialistes, en constituent l'expression la plus récente.

Dans ce cadre, c'est l'adhésion *jamaïs démentie* des divers P.C. occidentaux au *programme* de la révolution par étapes et du frontisme, plus que le rapport strictement *organisationnel et diplomatique* au Kremlin et à ses « consignes » tactiques, qui enchaîne les partis staliniens à cette mission de défense du *statu quo* mondial qu'exigent les intérêts les plus généraux de la bureaucratie soviétique.

Par ailleurs, les exigences de l'application de la ligne stalinienne frontiste portent, *en elles-mêmes*, de puissants facteurs d'autonomisation nationale des P.C. et de distanciation relative vis-à-vis du Kremlin. Ainsi, c'est le développement même du programme et de la politique du stalinisme qui est porteur pour lui d'une crise qui s'approfondit à la mesure de la montée de la lutte de classes et qui prend notamment la forme d'une puissante tendance à la dislocation de *l'appareil* international du stalinisme.

Cette tendance à l'éclatement politico-organisationnel est l'indice du degré atteint par la crise du *stalinisme* en tant que tel et non pas d'une

« contradiction » opposant terme à terme fidélité au stalinisme et « tendance à la social-démocratisation ». De ce point de vue, il est assez vain de vouloir trouver la preuve que les P.C. sont « encore » un peu staliniens, dans le fait que le démembrement de l'appareil international stalinien n'est pas complet. Car la véritable preuve n'est pas là : elle tient à ce que ces fractures bureaucratiques sont elles-mêmes le *produit* direct d'une référence *politico-programmatique* qui, comme expression de l'intérêt social de la couche bureaucratique des Etats ouvriers, fonde toujours l'unité sociale profonde des partis staliniens. Fidèle à son approche empirique, Weber croit cependant donner une appréciation justement nuancée des limites du procès de social-démocratisation en notant que « les convergences d'intérêts l'emportent encore sur les divergences ». Il fait ainsi directement écho à la formule de J.-M. Vincent selon laquelle « jusqu'à présent la solidarité s'est révélée plus forte que les divergences et les oppositions ».

Ces formules bien balancées ont en commun de ne *hiérarchiser* en rien, du point de vue qualitatif, les termes de la contradiction, de considérer que « convergences » et « divergences » sont de même nature, et que c'est donc de façon quasi aléatoire qu'à l'heure actuelle, les unes l'emportent encore sur les autres (Vincent considère d'ailleurs que cela peut aussi bien changer d'un jour à l'autre, « cette permanence des liens politiques étant à la merci de nouvelles crises internes du bloc Union Soviétique-Démocraties Populaires »). Cette analyse en termes purement organisationnels de la crise du stalinisme, ce dosage mécanique des deux plateaux de la balance bureaucratique (monolithisme *versus* dislocation) ignorent le facteur d'hétérogénéité fondamentale qui doit être pris en compte : ce dont il s'agit, c'est de l'aggravation de divergences *tactiques*, expression d'intérêts *bureaucratiques* parfois contradictoires, mais celles-ci s'inscrivent dans ce qui fait toujours la convergence *stratégique* fondamentale des intérêts *sociaux* qui gouvernent la politique de toutes les composantes du mouvement stalinien et le rôle globalement contre-révolutionnaire de celui-ci. Faute de distinguer clairement ces deux niveaux, Weber se limite nécessairement à mesurer le degré de rupture organisationnelle ou à spéculer sur « l'aménagement des relations contractuelles » entre les bureaucraties tandis que Vincent affirme hâtivement « qu'il n'y a plus de bloc stalinien international mais une chaîne d'intérêts de plus en plus divergents avec des maillons particulièrement faibles ».

En l'occurrence, c'est assez inutilement que J.-M. Vincent évoque, pour mieux pouvoir le pourfendre, le mythe mao-journalistique d'un « nouveau Yalta » entre les « deux super-puissances », à travers lequel le Kremlin serait censé déterminer les consignes impératives s'imposant quasi militairement à tous les P.C. Ce serait, à coup sûr, faire preuve d'une conception purement bureaucratique de l'histoire et d'un bel aveuglement que de prétendre que ce monolithisme politico-organisationnel du mouvement « communiste » international n'a pas été profondément atteint par la crise du stalinisme. Mais c'est s'en tenir à une vision non moins bureaucratique que de déduire de cette dislocation bureaucratique de la bureaucratie une quasi *auto-dissolution* du stalinisme en « une chaîne d'intérêts plus ou moins divergents ».

Certes, il n'y a plus, au sens strict, de « bloc » stalinien mais, comme réalité sociale et politique internationale ancrée sur les Etats ouvriers bureaucratisés, le stalinisme est toujours bien vivant !

4. Même dans un souci d'analyse, il n'est guère éclairant de *distinguer*, comme le fait Weber, les contradictions des P.C. « en tant que réformistes » (la contradiction entre leur politique de collaboration de classes et les aspirations révolutionnaires des masses qu'ils encadrent) et leur contradiction « en tant que staliniens » (la divergence d'intérêts entre la bureaucratie soviétique et leur bureaucratie propre). Cette distinction renforce une conception réductrice du stalinisme. Elle conduit en effet à présenter le stalinisme des P.C. comme une simple contradiction intra-bureaucratique venant, en quelque sorte, se *surajouter* (Weber parle de « cumul ») aux contradictions d'un « réformisme » qui apparaît alors aussi indéterminé dans ses origines que dans sa nature. C'est ainsi éluder le fait que la référence stalinienne constitue le *fondement socio-politique premier* de l'orientation de collaboration de classes des P.C. C'est également ne pas indiquer clairement qu'à tout moment ce sont bien aux intérêts contre-révolutionnaires de *l'ensemble de l'appareil international stalinien* — et en dernière analyse de la couche sociale bureaucratique des Etats ouvriers — que les masses se heurtent, par l'intermédiaire de chacun des P.C., comme à l'obstacle majeur dans la voie de la révolution.

Présenter les P.C. en séparant leur « réformisme » de sa *détermination profonde* (le stalinisme conçu comme les intérêts sociaux de la bureaucratie) mène, en définitive, à concevoir chacun des partis staliniens comme une entité *sui generis* dont la politique serait déterminée un peu comme la résultante mécanique entre son projet « réformiste » propre et la subordination organisationnelle « stalinienne » à Moscou. Cette représentation ne semble guère éloignée de cette caractérisation mystifiée qui, naguère, au lieu d'analyser clairement l'Union de la gauche comme *l'impasse de collaboration de classes* dans laquelle les staliniens français entendaient dévoyer le puissant mouvement des masses marchant vers leur unité et leur indépendance, la présentait comme une « alternative globale », certes « réformiste », mais qui, somme toute, avait pour fonction de « stimuler *une dynamique classe contre classe* » (4). Les formules aujourd'hui proposées véhiculent en effet la possibilité de confusions du même ordre, bien que moins graves : réduisant la détermination *stalinienne* des P.C. à une *contrainte bureaucratique extérieure*, qui ne ferait que rendre plus difficile l'application de « leur projet politique propre » (« le réformisme »), Weber est conduit à valoriser abusivement ce « projet » des P.C. Lorsqu'il écrit : « L'allégeance à la bureaucratie soviétique constitue (pour les P.C.) un obstacle croissant pour la réalisation de leur projet politique », ceci n'est vrai que dans un sens limité : la référence à l'U.R.S.S. pèse effectivement sur les rapports que les P.C. entretiennent avec « leur » bourgeoisie. Mais il est erroné d'affirmer, à partir d'une telle observation, que, sous réserve

(4) Cette caractérisation fut celle de certains marxistes révolutionnaires lors des débuts de l'Union de la gauche. En revanche le 1^{er} congrès de la L.C.R. a vigoureusement affirmé le caractère collaborationniste de l'Union de la gauche et du Programme commun.

de cet « obstacle » extérieur, « le vœu le plus cher des P.C. de masse » serait « d'accéder au gouvernement pour gérer l'Etat ».

Cette formule ne fait que prendre au pied de la lettre, les promesses mystifiantes des P.C. présentant aux masses leur politique frontiste comme une réelle « alternative » aux gouvernements bourgeois en place. Critiquer cette « alternative » comme « réformiste » est totalement insuffisant si l'on conserve l'idée que le « projet propre » des P.C. est, de façon générale, de se porter *effectivement* candidat au gouvernement sinon au pouvoir.

Pour ne prendre qu'un exemple, la situation française montre assez clairement que le « vœu le plus cher » des P.C. n'est pas *en toutes circonstances* de s'acheminer vers « la conquête (même "réformiste") du pouvoir ». Le « projet » du P.C.F. a, en fait, été *sur toute la période récente*, y compris au meilleur temps de l'Union de la Gauche, de différer par tous les moyens et à chaque moment — 1958, 1968, la grève des P.T.T., la vague répressive de décembre 1975... — les échéances d'un affrontement politique (même « réformiste »), avec le pouvoir en place, de souscrire successivement des chèques en blanc à de Gaulle, à Pompidou, à Giscard... Ici, la politique de trahison du P.C. ne se marque donc pas uniquement par les limites « réformistes » de son « alternative » ; elle conduit à une pure et simple démission y compris par rapport au débouché qu'il prétend donner au mouvement des masses (la « démocratie avancée »). C'est donc leur faire encore *trop de crédit* que de prêter, de façon générale, aux P.C. ce « projet » effectif d'une « stratégie néo-réformiste », voire d'une « transition pacifique et graduelle au socialisme ».

Par ailleurs, le même exemple montre combien il est peu pertinent de traiter le caractère stalinien comme un « obstacle » à un projet « réformiste ». Est-ce vraiment « la subordination à l'Union Soviétique » qui, dans ce cas, a constitué « l'obstacle rédhibitoire » pour la réalisation d'un « projet » du P.C.F. qui aurait été véritablement d'« accéder au gouvernement pour gérer l'Etat » ? Non, s'il y a bien une détermination stalinienne de la politique du P.C.F., ce n'est pas dans le sens où la référence encombrante à Moscou le générerait dans ses projets ; c'est tout à l'inverse et bien plus profondément et activement, en ce que *les intérêts généraux de la défense du statu quo bureaucratique en France et en Europe dictent impérativement au P.C.F. sa ligne de soutien de facto au maintien en place du gouvernement Giscard.*

De ce point de vue, il n'est pas besoin d'évoquer de mystérieuses « consignes de Moscou » pour situer la profonde convergence d'intérêts que manifestent la bureaucratie propre du P.C.F. et celle du Kremlin dans leur appréciation des enjeux de la contre-révolution sur la scène de la lutte des classes en France.

5. C'est une toute autre contradiction que celle évoquée par Weber entre « réformisme » et « stalinisme » des P.C. que Trotsky plaçait au cœur du stalinisme lorsqu'il a pu parler de « double fonction » de la bureaucratie stalinienne :

« Staline sert la bureaucratie, et par là-même la bourgeoisie mondiale mais il ne peut servir la bureaucratie sans préserver le fondement social

que la bureaucratie exploite pour ses propres intérêts. Dans cette mesure, Staline défend la propriété nationalisée contre l'impérialisme et contre les couches trop impatientes et trop avides de la bureaucratie. » Il précise, par ailleurs : « A l'échelle de l'histoire, la lutte pour la domination ne se déroule pas entre le prolétariat et la bureaucratie, mais entre le prolétariat et la bourgeoisie mondiale. Dans cette lutte, la bureaucratie n'est qu'un mécanisme de transmission... [En tant que telle], la bureaucratie s'appuie tantôt sur le prolétariat contre l'impérialisme, tantôt sur l'impérialisme contre le prolétariat pour accroître *sa propre puissance*. » (5).

Le réformisme (« au service de la bourgeoisie mondiale ») et l'organisation bureaucratique du mouvement stalinien ne sont pas ici traités comme deux tendances plus ou moins autonomes et alternatives entre lesquelles les P.C. oscilleraient selon que prévaut le « procès de stalinisation » ou le « procès de social-démocratisation ». Il ont *la même base* : la nécessité de « préserver le fondement social que la bureaucratie exploite pour ses propres intérêts ». Ceci a deux conséquences : la première est que, quelle que soit leur convergence pratique, les « réformismes » stalinien et social-démocrate sont irréductibles l'un à l'autre *quant à leur base sociale*. D'autre part, ce particularisme de la politique réformiste stalinienne lui confère, certes, un caractère à certains égards « oscillant » entre les classes dans la mesure où elle est déterminée par les intérêts particuliers de la couche bureaucratique ; mais ceci ne lui confère aucune « double nature » *du point de vue du développement de la révolution mondiale* : à cet égard, le stalinisme sert complètement la bourgeoisie mondiale, est « entièrement passé du côté de l'ordre bourgeois ». Par ailleurs, dit Trotsky, l'appareil stalinien ne joue jamais qu'un rôle de « mécanisme de transmission » contre-révolutionnaire dans l'affrontement entre les deux classes fondamentales. Ceci a plusieurs conséquences :

D'une part, les rapports *d'appareils* internes à ce « mécanisme de transmission » sont seconds par rapport aux intérêts sociaux, ceux de la couche bureaucratique, qui fondent la politique collaborationniste des partis staliniens. De ce point de vue, il est aussi absurde de traiter le stalinisme comme « obstacle au réformisme » que de penser que les fêlures et les grincements de la bureaucratie internationale affaiblissent, au profit de la « social-démocratisation », le caractère fondamentalement stalinien de la politique contre-révolutionnaire des P.C.

D'autre part, Weber écrit à juste titre : « Dans la mesure où les intérêts de la bureaucratie soviétique se confondent avec la défense du *statu quo*, la subordination du mouvement ouvrier à Moscou que réalisent les P.C., revient finalement à sa subordination à la bourgeoisie impérialiste ». Il ajoute cependant : « Mais le caractère *indirect, médiatisé*, de cette subordination n'est pas indifférent ». Cette dernière formule est elle-même unilatérale : quant à leur origine historique et à leur base sociale, les partis staliniens ne servent, en effet, la bourgeoisie que par *bureaucratie interposée* ; mais à partir de là, leur politique concrète tend activement à

renforcer, dans chacune des formations sociales, des *liens politiques directs et immédiats* avec les diverses bourgeoisies impérialistes. C'est notamment la fonction de la politique frontiste, des programmes et des coalitions qu'elle inspire. Ce « réformisme »-là est la conséquence la plus logique de l'option stalinienne, et non l'indice d'une « social-démocratisation » ou d'une contradiction externe entre « allégeance à la bureaucratie soviétique » et « projet politique réformiste » des P.C. La meilleure preuve en est que c'est non seulement la *bourgeoisie* (ce que dit Weber) *mais les P.C. eux-mêmes* (ce qu'il ne dit pas) qui n'acceptent *qu'en dernier recours* de dresser effectivement ensemble cette ultime barrière contre la révolution prolétarienne que constituent les coalitions gouvernementales de collaboration de classe. En revanche, tant que le niveau de la lutte des classes le permet encore, les promesses frauduleuses de la « démocratie avancée », de la « rupture démocratique » ou du « compromis historique » servent, non pas à ouvrir une « alternative » gouvernementale même illusoire, mais bien à détourner autant que possible les masses d'une mobilisation unie et indépendante qui ne pourrait que mettre ouvertement en cause les régimes bourgeois en place.

6. Weber note, sans en tirer plus de conséquences, que « la montée des périls, la radicalisation des masses ouvrières en Europe occidentale renforce fondamentalement (la) convergence entre P.C. et U.R.S.S. » et qu'« il est significatif que les P.C. européens — même les plus conflictuels — ne formulent pas la moindre divergence sur la stratégie de « coexistence pacifique » prônée par les Soviétiques et sur ses implications nationales : la collaboration des classes pour une démocratie avancée ». Cette dernière remarque aurait sans doute mérité mieux qu'une note en bas de page. Car c'est elle qui, de façon plus féconde que la thèse de la « social-démocratisation », aurait dû donner le cadre d'analyse des contradictions politiques qui se font jour entre les divers P.C. (6) à l'heure de la remontée révolutionnaire des luttes de masses en Europe.

En effet, l'analyse en termes de « social-démocratisation » conduit logiquement à une certaine interprétation du cours politique apparemment si divergent des divers P.C. européens : à l'un des extrêmes on trouverait le P.C.I., le plus avancé dans la voie de la « social-démocratisation » et assez dégagé de « l'allégeance vis-à-vis de la bureaucratie soviétique » pour ne plus rencontrer aucun « obstacle » dans la voie de la gestion réformiste de l'Etat bourgeois. Le « compromis historique » serait ainsi l'expression la plus « cohérente » de l'évolution vers la « pratique néo-réformiste ». A l'opposé, le P.C. portugais refléterait la situation d'un parti pour lequel la détermination « stalinienne orthodoxe » l'emporterait encore sur l'évolution « réformiste ». Alors que le projet du P.C.I. social-démocratisé impliquait la « distension des liens avec Moscou », Weber note que « le projet du P.C. portugais s'inscrit parfaitement dans la stratégie de la

(6) Contradictions qui se manifestent notamment dans les positions prises par les divers P.C. sur le Portugal ou dans les difficultés de préparation de la Conférence Internationale des P.C.

bureaucratie soviétique » (7). Weber présente aussi l'opposition P.C.I. P.C.P., comme une réelle *alternative* — au moins tactique — dont les termes seraient représentatifs de la contradiction écartelant les P.C. entre ce qu'il a analysé comme « procès de stalinisation » et procès de « social-démocratisation », entre leur « vœu le plus cher » — « réformiste » — et la persistance de leur subordination bureaucratique — « stalinienne » — au Kremlin. Cette interprétation pourrait suggérer une certaine analyse de la politique présente du P.C.F. dont les « revirements tactiques » entre des propositions sans rivages à droite (« l'Union du Peuple de France ») et la polémique pseudo-gauche vis-à-vis du P.S. seraient l'indice d'une situation à la *croisée des chemins*, entre un réformisme plus « cohérent » et un stalinisme renforcé... Cette ligne d'interprétation, qui peut sembler admirablement coller aux « faits », reste, à notre avis, relativement superficielle.

— Première remarque : selon Weber, le plus « stalinien » des P.C. européens, celui qui devrait donc souffrir le plus de « l'obstacle rédhibitoire » que constituent ses liens avec Moscou, est le P.C.P. Mais, paradoxalement, c'est justement le seul P.C. européen qui, au moins aujourd'hui, a pu combler ce « vœu le plus cher » : gérer l'Etat bourgeois ! Depuis avril 1974, il aura soutenu *toutes* les combinaisons gouvernementales de collaboration de classes, depuis celle de Spínola jusqu'au sixième gouvernement de coalition. A l'inverse, si le « compromis historique » du P.C.I. « social-démocratisé » prépare sans doute la participation à un gouvernement front-populiste lorsque l'acuité de la crise sociale le rendra inévitable, *dans l'immédiat il a une toute autre fonction* : permettre au P.C.I. de différer la confrontation politique que lui permettrait sa force actuelle pour mieux offrir ses services d'opposition loyale et sauver ainsi la mise à la Démocratie Chrétienne en prolongeant son maintien au pouvoir.

— Deuxième remarque : il semble, à vrai dire, difficile de reconnaître dans la politique de chacun des P.C., une *alternative* (même tactique) *durablement cristallisée* (8). Au contraire, le cours politique suivi par ceux d'entre eux qui sont aujourd'hui les plus exposés à la montée révolutionnaire de la lutte des classes, témoigne de leur volonté — qui n'est pas exempte d'un certain désarroi — de recourir à *tous* les moyens tactiques, y compris les plus « hétérodoxes », qui apparaîtraient nécessaires pour sauvegarder le cadre de l'Etat bourgeois. Weber note bien que le P.C.P. a dû « réadapter sa ligne après chaque bond en avant de la lutte des classes ». On pourrait être plus précis en rappelant, par exemple, que Cunhal, dans son interview au *Monde* en mai dernier, indiquait de la

(7) Weber souligne à très juste titre que par là-même, la politique du P.C.P. constitue « une orientation contre-révolutionnaire ». Il combat ainsi les illusions de tous ceux qui, sur la seule foi d'un certain verbalisme « gauche », ont cru que le P.C.P. pouvait prendre la tête d'un processus « à la bolchévik » ou, pour le moins, « transformer le Portugal en démocratie populaire ».

(8) Ce qui est en cause, c'est l'orientation politique des *directions* des divers P.C. Pour autant, on ne peut exclure que la montée révolutionnaire accuse des différenciations politiques dans la *base militante* ou l'audience des P.C., voire y dégage des courants de type centriste. C'est là un tout autre problème, lourd de conséquences tactiques pour les marxistes-révolutionnaires.

façon la plus explicite qu'il n'y avait pas une seule des formules de collaboration de classes encore envisageables au Portugal, à laquelle le P.C. refuserait d'apporter son soutien : reconduction d'une coalition M.F.A.-P.C.-P.S.-P.P.D., gouvernement purement militaire, et même, « peu probable » mais non exclue, une coalition M.F.A.-P.C.-extrême-gauche. De fait, entre juillet et décembre 1975, le P.C.P. aura tenté de jouer tour à tour toutes ces cartes, du soutien inconditionnel au triumvirat militaire à la formation probable d'un septième gouvernement P.C.-P.S.-P.P.D. « de gauche » en passant par sa participation éphémère à un « front » avec l'extrême-gauche.

Il est également intéressant de noter que le P.C. espagnol, souvent réputé plus « social-démocratisé » et plus avancé dans la « voie italienne », fait aujourd'hui preuve d'autant d'« imagination » tactique.

Tout en s'employant à différer les échéances de l'affrontement politique avec le régime franquiste et Juan-franquiste, face aux masses qui menacent de s'engouffrer dans la brèche qu'ouvrirait la chute de la dictature et de la monarchie pour démanteler le vieil Etat corporatiste, le P.C.E. n'envisage aujourd'hui pas moins de quatre « hypothèses », allant jusqu'à la « lutte armée »... sans jamais sortir de « l'Union nationale » ! Ici comme au Portugal, le P.C. est prêt à tout, sauf à s'engager dans la voie du front unique ouvrier, de l'unité et de l'indépendance des organisations ouvrières sur la base de la mobilisation et de l'auto-organisation des masses.

Ces remarques conduisent à penser que, plus qu'un « particularisme » irréductible des divers partis staliniens, c'est la *configuration propre prise par l'affrontement des classes dans les diverses formations sociales en crise* qui détermine la bigarure politique actuelle du mouvement « communiste » européen. De ce point de vue, le concept de *crise conjointe* de l'impérialisme et du stalinisme doit être compris dans son sens le plus fort. Le choc de la crise prérévolutionnaire ouverte en 1968 et exacerbée par la débâcle économique récente, aiguise toutes les rivalités entre bourgeoisies nationales et porte au point de rupture les maillons les plus faibles de la domination politique du Capital. Epicentre de ces contradictions, l'Europe capitaliste voit ainsi tant la chaîne impérialiste que le mouvement stalinien se fracturer selon les *mêmes* axes fondamentaux.

Ainsi la politique diversifiée des P.C. européens reflète d'abord le *degré inégal atteint par l'offensive ouvrière* dans les différents pays. La rupture catastrophique de l'ordre bourgeois au Portugal, sous la pression de masses envahissant la scène politique et y imposant leur volonté de changement et leur capacité d'auto-organisation, a ouvert une situation révolutionnaire au Portugal ; le P.C.P. ne pouvait, dès lors, espérer l'entraver qu'en se portant au premier rang des responsabilités gouvernementales et en couvrant de tout son prestige, aux yeux des masses, un soutien inconditionnel au M.F.A. et à ses tentatives successives d'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat bourgeois (loi syndicale, pacte d'institutionnalisation, document-guide...). Ce n'est que pour tenter de corriger les effets désastreux pour lui d'une politique ainsi ouvertement contre-révolutionnaire et restaurer sa position tant au sein du mouvement

de masse que dans l'édifice gouvernemental, que le P.C.P. a pu, après juillet 1975, tenter de lier « l'extrême-gauche » au soutien du programme pseudo-gauche du M.F.A. et du gouvernement Gonzalves, puis voulu se poser en position de « soutien critique » au sixième gouvernement provisoire. La situation moins avancée de la lutte des classes dans les autres pays d'Europe permet, en revanche, aux divers P.C. de temporiser plus facilement et de se préoccuper essentiellement, dans l'attente d'échéances qu'ils ne pourront pas éternellement différer, de renforcer tant leur audience vis-à-vis des masses que leur respectabilité aux yeux de la bourgeoisie « démocratique ».

Par ailleurs, la configuration très diversifiée des coalitions frontistes auxquelles les P.C. peuvent participer ou postuler, reste, bien sûr, tributaire des formes propres de domination politique dont disposent les diverses bourgeoisies européennes (ou qu'elles doivent se donner lors du surgissement de la crise sociale). Dans leur recherche d'adaptation à la bourgeoisie, les P.C. peuvent susciter quelques « ombres » fantomatiques quand ils ne sont pas encore en mesure de passer directement accord avec les forces bourgeoises les plus conséquentes ; c'est notamment le cas de leur politique de réanimation des débris du radicalisme et du gaullisme en France, ou, en Espagne, de la montée en épingle, par la junte démocratique, de forces libérales débilés et de quelques « bons » royalistes face à une bourgeoisie qui, pour l'essentiel, aura, jusqu'à la dernière extrémité, regroupé le gros de ses troupes derrière le char franquiste. Mais pour autant les P.C. ne s'abusent guère sur ce qui, à chaque moment, est véritablement décisif dans le camp de la bourgeoisie du point de vue de la défense du *statu quo* et de la sauvegarde de l'Etat bourgeois : en Italie, différer l'effondrement de la démocratie chrétienne décomposée ; en France, parier sur le maintien en place du giscardisme ; en Espagne, engluier d'avance le mouvement des masses dans la perspective de l'union nationale ; au Portugal, jusqu'à la crise de novembre 1975, défendre inconditionnellement l'unité et la légitimité gouvernementale du M.F.A. comme garant, alors nécessaire, de la survie de l'Etat bourgeois face au surgissement révolutionnaire des masses (9).

Les modalités les plus diverses que peut prendre la politique de collaboration de classe des P.C. européens illustrent donc moins le degré plus ou moins avancé selon lequel il serait atteint par la gangrène d'une « social-démocratisation » que ce « grand écart » entre les combinaisons

(9) La compréhension de ce rôle joué par le M.F.A., comme recours bonapartiste bourgeois dans une situation de crise sociale ouverte, explique notamment que, jusqu'à novembre 1975, le P.C.P. ait pu prendre épisodiquement ses distances vis-à-vis du P.P.D. qui ne constitue pas, à ce stade, l'axe central de sa politique de collaboration de classe.

En 1975, la scission du P.P.D., les « autocritiques » de Cunhal et l'effacement du M.F.A. ouvrent en revanche une phase où l'édifice gouvernemental de la collaboration de classe pratiquée conjointement par le P.C. et le P.S. semble devoir se définir selon un axe passant principalement par l'alliance parlementaire avec l'aile « gauche » du P.P.D.

politiques les plus variées auquel le mouvement « communiste » se trouve contraint, face à l'essor inégal et combiné de la révolution européenne, pour faire prévaloir partout la même stratégie et les mêmes intérêts fondamentaux du *stalinisme*.

II. — Ecartèlement bureaucratique et unité du système stalinien.

1. On s'en est tenu jusqu'ici à l'analyse de la crise du stalinisme dans ses manifestations au niveau des différents P.C. d'Europe occidentale. Ce sont des contradictions d'une toute autre ampleur dont il faut rendre compte si l'on considère *l'arène de la révolution mondiale*.

Observées à cette échelle, les fractures du « bloc » stalinien prennent une nouvelle dimension : il ne s'agit plus seulement de divergences politiques relativement circonstancielles entre les *partis* ; le mouvement « communiste » mondial est désormais morcelé selon de très profondes lignes de faille qui recouvrent, plus ou moins directement, l'antagonisme d'intérêts d'*Etats*. Il faut rappeler à cet égard que le P.C. yougoslave et le P.C. chinois ont, en leur temps, accédé au pouvoir *contre* ce qu'étaient alors les desseins politiques et diplomatiques de l'U.R.S.S. Bien plus, le « schisme » yougoslave apparaît aujourd'hui d'une faible portée au regard de la gravité de la cassure introduite par le développement de la querelle sino-soviétique avec toutes ses conséquences sur les rapports entre les Etats ouvriers bureaucratisés et entre les divers partis issus du Komintern. Le monolithisme bureaucratique hiérarchisé par l'appareil de l'U.R.S.S. stalinienne, a fait place au développement simultané de plusieurs « socialismes dans un seul pays » que lient, non la dialectique de la révolution mondiale, mais les diverses variantes du social-chauvinisme bureaucratique : « bloc » sous la tutelle économico-militaire directe de l'U.R.S.S. (Pologne, Hongrie, R.D.A...), rivalité politique ouverte (Chine), tentative incertaine d'un équilibrisme plus ou moins « neutraliste » (Bulgarie, Vietnam...).

Aboutissement inéluctable des tendances inhérentes au menchévisme stalinien, l'ampleur prise par la dislocation de la bureaucratie pouvait cependant poser un problème : ne laisserait-elle pas présager l'émergence de différenciations politiques qui, dépassant les simples rivalités interbureaucratiques, viendraient à terme remettre en cause l'unité stratégique contre-révolutionnaire du stalinisme ?

Cette question en soulève une autre, plus fondamentale. En effet, la situation présente ne peut être comprise sans rappeler qu'elle résulte notamment de ce que, depuis 1945, dans plusieurs zones continentales — l'Europe orientale et l'Asie (10) — l'Etat soviétique lui-même ou des

(10) Nous ne ferons qu'évoquer ici le cas de l'Etat cubain qui semble bien s'insérer aujourd'hui dans la mouvance stalinienne et être en voie de revêtir les traits d'un Etat ouvrier déformé. L'origine particulière de la direction castriste lui donne cependant une place à part au regard de la crise du stalinisme.

partis issus du Komintern stalinien ont été amenés à renverser les rapports de propriété bourgeois et à instaurer des Etats présentant les caractéristiques fondamentales de l'Etat ouvrier bureaucratisé d'U.R.S.S. Ces incursions majeures dans le domaine de la propriété et de la domination politique bourgeoises restent-elles compatibles avec la caractérisation du stalinisme comme « ouvertement contre-révolutionnaire », comme nécessairement attaché à la défense du *statu quo* social à l'échelle internationale ? Ne seraient-elles pas, au contraire, l'indice d'un auto-redressement de certaines des « ailes » du camp stalinien qui auraient amorcé, sous la pression de la lutte des classes, une rupture avec les dogmes de la « révolution par étapes » ? On sait que les propositions dans ce sens d'une telle interprétation n'ont pas manqué face aux problèmes nouveaux qu'ont posés successivement aux marxistes-révolutionnaires l'extension, à l'Europe de l'Est, du régime social prévalant en U.R.S.S., la création de l'Etat chinois, la victoire sur l'impérialisme U.S. du P.C. vietnamien (11).

De telles spéculations semblent hâtives. Elles procèdent d'une conception mécaniste de ce que signifie le rôle historique contre-révolutionnaire du stalinisme à l'échelle mondiale, conception qui conduit à prêter hâtivement des vertus « révolutionnaires » — ou pour le moins un statut de force « centriste » à mi-chemin entre « révolution par étapes » et révolution permanente — à tout parti communiste qui, dans les faits, est conduit à dépasser, sur tel ou tel point, le programme « démocratique » stalinien.

On soulignera tout d'abord que la caractérisation trotskyste du rôle globalement *contre-révolutionnaire* du stalinisme se fonde principalement sur l'appréciation du caractère *réactionnaire* — au regard d'un développement permanent de la révolution prolétarienne dans le sens d'une transition continue au socialisme — des intérêts sociaux que défend la bureaucratie dans le cadre de la lutte de classes en U.R.S.S. (et dans les autres Etats ouvriers). C'est de là que *découle* l'impératif de la défense du *statu quo* international et l'abandon des intérêts de la révolution mondiale (nécessité de l'extension internationale de la Révolution ; nécessité du rôle dirigeant du prolétariat dans les alliances de classe). Sans affaiblir en rien la caractérisation comme *globalement contre-révolutionnaire* de la bureaucratie stalinienne, on doit donc prendre en compte deux éléments qui déterminent son intervention politique concrète :

En premier lieu, la bureaucratie doit jouer son rôle au regard du développement concret de l'affrontement *entre les classes*, développement qui peut connaître des situations *de crise sociale ouverte* où la voie de la révolution prolétarienne ne peut être barrée, tant pour l'impérialisme que

(11) Ainsi, en 1969, le préfacier de *L'Internationale communiste après Lénine* écrivait que la théorie chinoise de la révolution ininterrompue « s'apparente de très près à la théorie de la révolution permanente formulée par Trotsky » et que « les positions cubaines sont en fait identiques à celles qui ont été formulées dans la théorie de la révolution permanente de Trotsky ». Plus récemment, Pierre Rousset écrit : « La direction vietnamienne dans son ensemble a assimilé les implications décisives de la révolution permanente pour les pays coloniaux et semi-coloniaux » (*Le Parti communiste vietnamien*, 1975, p. 285).

pour la bureaucratie, qu'en recourant à des moyens politiques extrêmes, prenant le caractère d'un *ultime recours*. En second lieu, dans sa collusion avec l'impérialisme, la bureaucratie conserve des *intérêts sociaux propres* qui sont la base même de sa mission contre-révolutionnaire. Ainsi, comme le dit Trotsky, la bureaucratie, dans son jeu entre bourgeoisie et prolétariat, tend à « *préserver ses intérêts propres* » mais aussi à « *accroître sa propre puissance* », la sphère de son influence bureaucratique et de ses privilèges.

C'est pourquoi la « *défense du statu quo* » par la bureaucratie doit être comprise comme la volonté de faire *prévaloir* en toutes circonstances et *par tous les moyens* ses intérêts propres sur ceux de la révolution mondiale. Ceci ne s'identifie pas de façon mécaniste à une défense maniaque d'un partage du monde fixé, une fois pour toutes, entre impérialisme et bureaucratie. De ce point de vue, on ne peut être que pleinement d'accord avec Weber lorsqu'il note : « La bureaucratie soviétique ne recherche pas le *statu quo* pour lui-même. Elle le défend contre tout développement de la révolution prolétarienne et contre toute progression de l'impérialisme. Mais chaque fois que la bureaucratie peut elle-même renforcer ses positions dans les rapports de forces mondiaux, sans heurts majeurs avec l'impérialisme, elle n'hésite pas un instant... Dans un monde où la révolution menace et où les rapports de forces sont fluctuants, la bureaucratie du Kremlin s'efforce de consolider ses positions, ce qui implique un certain expansionnisme ».

Il est cependant décisif, pour la compréhension du stalinisme, de préciser *dans quelles conditions* concrètes la bureaucratie peut être amenée à procéder à un tel « *expansionnisme bureaucratique* », *jusqu'où* peut aller celui-ci, *quelles conséquences* s'y attachent du point de vue de la caractérisation du rôle *historique* de la bureaucratie.

À cet égard, on rappellera que le *Programme de transition*, traçant l'alternative politique marxiste révolutionnaire à une Internationale stalinienne « *définitivement* passée du côté de l'ordre bourgeois », avait bien envisagé, au moins à titre d'*hypothèse*, l'éventualité où la bureaucratie stalinienne, sans changer en rien de nature, pourrait être contrainte à déroger à la stricte application de la politique frontiste : « Est-ce que la création d'un gouvernement ouvrier et paysan par les organisations ouvrières traditionnelles est possible ? L'expérience du passé montre que c'est l'hypothèse la moins probable. Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie ». Alors que Trotsky ajoutait qu'il était cependant « inutile de se perdre en conjectures », cette hypothèse théorique prend, face aux événements de l'après-guerre, un nouveau relief. Elle ne permet cependant de rendre compte que *partiellement* du rôle joué par les partis « communistes » depuis 1945. En premier lieu parce qu'au moins dans sa formulation littérale, ce passage se référait à l'hypothèse de la formation d'un

« gouvernement ouvrier et paysan » et non à celle de la constitution durable d'un *Etat* ouvrier même bureaucratique. En second lieu parce que la marche des événements de l'après-guerre a manifesté une interaction complexe entre le rôle respectif du mouvement des masses et des interventions propres de la bureaucratie. Ainsi la création des « démocraties populaires » s'est bien opérée sur le fond d'une « combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances » résultant de la guerre et de la débâcle du nazisme, dans une conjoncture caractérisée à l'échelle de *l'ensemble* de l'Europe par un surgissement très puissant des luttes de masses. Ces circonstances contribuaient à rendre fort improbable, en Europe orientale, l'hypothèse d'une stabilisation sociale se fondant durablement sur des régimes de collaboration de classe et des coalitions de type front populiste avec les diverses bourgeoisies nationales. Ces circonstances objectives ne suffisaient cependant ni à imposer inéluctablement ni à réaliser d'elles-mêmes le renversement de la propriété capitaliste : celle-ci a bien requis, et de façon décisive, *une intervention politico-militaire directe et active de l'Etat soviétique et de son armée*. Plus récemment, le cas vietnamien présente une complexité au moins aussi grande : là aussi, la conjonction au cours de l'année 1974 de la poursuite de l'« offensive révolutionnaire » des masses vietnamiennes d'une part, de l'effondrement total du régime fantoche de Thieu après le retrait américain d'autre part, créait « une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances » qui rendait *inapplicable* la solution d'une « étape démocratique » et d'une coalition avec la bourgeoisie nationale, solution à laquelle se référait toute la politique du P.C.V., depuis 1945 jusqu'aux Accords de Paris. La vacance brutale du pouvoir ne laissait plus ouverte qu'une seule voie, celle qui est en passe de conduire à *l'assimilation socio-politique du Sud-Vietnam à la structure de l'Etat ouvrier bureaucratique du Nord*. Mais on ne peut rendre complètement compte de cette issue finale, ouvertement contradictoire avec le programme front-populiste sur lequel le P.C.V. a mené la lutte contre l'impérialisme, en invoquant simplement des circonstances « objectives » ou l'intensité de contradictions de classes qui rendraient désormais caduque toute tentative de stabilisation dans le cadre d'un Etat bourgeois ; ces « circonstances » sont elles-mêmes le produit de l'ensemble des *initiatives politiques et militaires* du P.C.V. depuis vingt ans.

Il apparaît donc nécessaire d'apprécier de façon *dialectique* le rapport contradictoire qui, dans une période de montée révolutionnaire, s'établit entre le mouvement des masses, la bourgeoisie et l'impérialisme, les directions ouvrières bureaucratiques. A cet égard, l'hypothèse « théorique » envisagée par le programme de transition se trouve précisée et éclairée quant à ses implications concrètes par une prise de position plus tardive de Trotsky où ce dernier traite d'un problème méthodologiquement assez voisin de ceux évoqués ici : la signification, au regard de la caractérisation du stalinisme, de l'occupation par l'U.R.S.S. de la Pologne orientale et de la Finlande au début de la Seconde Guerre mondiale.

3. Ce débat est intéressant à un double titre : d'une part il s'ouvre alors que, pour la première fois, le stalinisme pouvait être amené à élargir l'aire géographique de sa domination sociale sans pour autant

remettre en cause le cadre général de sa politique de « socialisme dans un seul pays » (12) ; d'autre part, Trotsky soulève ce point au cours d'une polémique avec une tendance interne au mouvement trotskyste américain (13) qui défendait la caractérisation ultra-gauche de l'Union Soviétique comme Etat bourgeois impérialiste. Ceci lui donne donc l'occasion de combattre de façon magistrale tout *schématisme* en ce qui concerne l'analyse des fondements et des manifestations du rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne. Plusieurs éléments de sa démonstration présentent encore aujourd'hui le plus haut intérêt méthodologique et politique :

En premier lieu, Trotsky souligne que sur la base de ses intérêts propres, la bureaucratie peut, dans certaines circonstances, être à l'*initiative* d'offensives allant jusqu'à la création ou l'extension d'Etats ouvriers bureaucratiques. Cela *sans même que nécessairement* ce soit une mobilisation préalable et autonome des masses qui l'y contraigne. Trotsky va très loin en ce sens puisqu'il écrit à propos de la Finlande : « La guerre civile ne jaillit *pas spontanément* des profondeurs populaires ; elle ne se mène pas sous la direction d'un parti révolutionnaire finlandais s'appuyant sur les masses. Elle est importée de l'extérieur à la pointe des baïonnettes. Elle est contrôlée par la bureaucratie de Moscou. » (14). Ceci permet de comprendre comment des *initiatives* de la bureaucratie ne correspondant au départ qu'à ses intérêts et à ses objectifs politiques propres, peuvent, en certains cas, *susciter* une mobilisation de masse capable de créer *ensuite* une « combinaison de circonstances », de nature à contraindre la direction à aller *plus avant que prévu* dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Dans le cas des territoires occupés, Trotsky établit ainsi que les intérêts propres de la bureaucratie pouvaient exceptionnellement aller dans le sens de la « soviétisation » (et non du respect de l'étape démocratique) (15). Mais il souligne aussi comment le mouvement des masses pouvait alors *se saisir* de cette circonstance à des fins révolutionnaires,

(12) Trotsky écrivait en septembre 1939 : « Il est plus vraisemblable que dans les territoires qui doivent être incorporés à l'U.R.S.S., le gouvernement de Moscou procédera à l'expropriation des grands propriétaires et à l'étatisation des moyens de production. Cette orientation est plus probable non pas parce que la bureaucratie reste fidèle au programme socialiste mais parce qu'elle ne veut ni ne peut partager le pouvoir et les privilèges qui en découlent avec les anciennes classes dirigeantes dans les territoires occupés ». *Défense du marxisme*. EDI, 1972, p. 120.

(13) Burnham, le principal dirigeant de cette opposition, devait ultérieurement rompre avec le mouvement trotskyste et le marxisme et défendre la thèse célèbre du « pouvoir des managers ».

(14) *Défense du marxisme*, p. 183. Dans cette citation et les suivantes, c'est nous qui soulignons.

(15) « En Espagne, pays dont Moscou ne préparait pas le rattachement à l'U.R.S.S., le problème était effectivement de prouver la capacité du Kremlin à sauvegarder la démocratie bourgeoise contre la révolution prolétarienne. *Cet objectif découlait des intérêts de la bureaucratie du Kremlin dans une situation internationale particulière*. Aujourd'hui la situation est différente. Le Kremlin ne se prépare pas à démontrer son utilité à la France, à l'Angleterre, aux Etats-Unis. Comme ses actes l'ont prouvé, il est fermement décidé à soviétiser la Finlande immédiatement ou en deux étapes ». (*Défense du marxisme*, p. 229)

révélaient dès lors les *limites* précises que la bureaucratie entend assigner au processus de transformation sociale : « *L'impulsion* vers une révolution socialiste ne fut possible que parce que la bureaucratie de l'U.R.S.S. repose sur l'économie d'un Etat ouvrier où elle plonge ses racines. Le *développement révolutionnaire* de cette impulsion *par les masses* ukrainiennes et biélorusses ne fut possible que grâce aux rapports de classes dans les territoires occupés et à la puissance de l'exemple de la révolution d'octobre. Finalement, l'étranglement ou le demi-étranglement du mouvement révolutionnaire des masses fut rendu possible par l'isolement de ce mouvement et par la puissance de la bureaucratie moscovite » (*Ibid*, p. 222).

C'est sans doute selon une analyse comparable que l'on pourrait expliquer pourquoi et comment l'Etat soviétique, face à la nécessité de protéger l'U.R.S.S., a pu avoir un semblable rôle d'« impulsion bureaucratique » dans la constitution du glacis des démocraties populaires, quitte à défendre ensuite, de la façon la plus violente, le blocage bureaucratique du processus révolutionnaire contre toute expression autonome du mouvement des masses ouvrières (cf. Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie).

Les révolutions chinoise et vietnamienne présentent des situations concrètes différentes : dans ces cas, il n'y a pas intervention directe de l'Etat soviétique (sinon pour *freiner* le processus en cours) ; en revanche, face à une domination brutale de l'impérialisme, des *partis*, directement formés dans le giron stalinien, ont *de toutes pièces* organisé, mobilisé et dirigé les masses de leurs pays sur des objectifs politiques de départ se réclamant explicitement du programme étapiste de la révolution démocratique nationale (16). Cette « impulsion » a cependant conduit à créer une situation d'affrontement entre le mouvement des masses d'une part, la faible bourgeoisie nationale et l'impérialisme de l'autre, qui mettait objectivement *en faillite ouverte* le programme initial des directions bureaucratiques. Ce n'est qu'en allant *au-delà* de celui-ci que ces directions pouvaient espérer sauvegarder leurs intérêts propres — et ceux des Etats ouvriers bureaucratiques sur lesquels elles s'appuyaient directement : U.R.S.S. dans le cas de la Chine, Etat du Nord pour le P.C.V. La nature étriquée de ces intérêts se manifeste cependant le plus clairement dans les limites dans lesquelles elles entendent dès lors circonscrire le mouvement de la révolution : refus de la démocratie soviétique de masse, déni de toute perspective révolutionnaire internationaliste. Au Vietnam comme en Chine, il s'agit encore de la révolution bloquée de tous les « socialismes dans un seul pays ».

(16) Dans le cas du P.C.V., cette référence a été continuellement exprimé tant dans les programmes politiques mis en avant tout au long de la lutte de libération nationale que dans les dispositions des accords souscrits sous la pression de la bureaucratie soviétique (puis chinoise) à Fontainebleau, Genève et Paris. Certaines différenciations ont cependant pu se faire jour au sein du P.C.V., marquant certaines distances par rapport à la thèse de l'inéluctabilité de l'« étape démocratique » et de la collaboration avec la « bourgeoisie nationale ». Les œuvres de Le Duan sont les plus avancées en ce sens.

4. Trotsky, dans le cas de la Pologne et de la Finlande, soulignait ce point : le caractère indiscutablement *progressiste*, du point de vue de la révolution mondiale, des mesures auxquelles peut être, en certaines circonstances, conduite la bureaucratie, ne change en rien son caractère socialement parasitaire et réactionnaire. Il écrit en ce sens : « Mesure révolutionnaire par sa nature, "l'expropriation des expropriateurs" s'effectue dans ce cas de manière militaro-bureaucratique. *Tout appel à une action indépendante des masses (...) sera sans nul doute étouffé le lendemain afin d'assurer la prépondérance de la bureaucratie sur les masses révolutionnaires en éveil.* C'est là un aspect de la question. Mais il y en a un autre. Pour avoir la possibilité d'occuper la Pologne au moyen d'une alliance militaire avec Hitler, le Kremlin a, depuis longtemps, trompé les masses en U.R.S.S. et dans le monde entier et, de ce fait, provoqué la décomposition complète des rangs de sa propre Internationale communiste. *Le critère politique essentiel* pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans cette région ou une autre, si importante qu'elle puisse être par elle-même, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre ses conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce seul point de vue décisif, *la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire* et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale. » Trotsky souligne le danger supplémentaire qui résulte des illusions politiques que peut susciter cet expansionnisme bureaucratique : « l'extension des territoires dominés par l'autorité bureaucratique et parasitaire sous la couverture de mesures "socialistes" peut augmenter le prestige du Kremlin, engendrer des illusions sur la possibilité de remplacer la révolution prolétarienne par des manœuvres bureaucratiques. Le mal l'emporte de loin sur *le contenu progressiste* des réformes stalinienne en Pologne. Pour que la nationalisation de la propriété dans les territoires occupés devienne une base de développement progressiste, c'est-à-dire socialiste, il faut renverser la bureaucratie de Moscou. Notre programme conserve, par conséquent, toute sa force ».

Ceci a plusieurs conséquences. Tout d'abord, le fait que les dogmes strictement *étapistes* de la stratégie stalinienne doivent être brutalement abandonnés par la bureaucratie dans certaines circonstances exceptionnelles (et jusqu'à avoir à « passer » directement à la création d'un Etat ouvrier) donne bien la mesure du degré atteint par la crise conjointe du stalinisme et de l'impérialisme et fournit l'illustration la plus démonstrative de la nécessité objective de la *révolution permanente*. Mais cela ne permet, en aucune manière, de penser qu'aucune des *directions* bureaucratiques soit pour autant engagée, aussi peu que ce soit, dans la voie d'une acceptation politiquement conséquente de la stratégie de la révolution permanente (17).

(17) Dans les deux cas, d'ailleurs, la force des dogmes « étapistes » restait suffisamment forte pour qu'alors même qu'était engagé le processus d'instauration d'un Etat ouvrier et que l'effondrement socio-économique réduisait la « bourgeoisie nationale » à une ombre d'elle-même, le dispositif gouvernemental ait pu conserver durablement une participation formelle de ses représentants fantomatiques (cf. la « troisième composante » dans le cas du Sud-Vietnam actuel).

Celle-ci, en ce qu'elle exprime les impératifs fondamentaux de la dialectique de la révolution mondiale, ne constitue pas un « menu à la carte » dont on pourrait prendre isolément tel ou tel élément sans complètement le dénaturer. Même si leur instauration comme Etats ouvriers s'est faite pour une large part *contre* la volonté conciliationniste de l'U.R.S.S., les Etats chinois et vietnamien, par leur caractère *bureaucratique*, témoignent de ce qui fait leur *continuité* — à la fois *théorique* et *sociale* — avec la bureaucratie du premier Etat ouvrier. Les lendemains moroses de la « révolution culturelle » et les formes de pouvoir prévalant au Vietnam en sont un premier indice.

Alors que du point de vue de la révolution permanente, « la conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolution mais ne fait que *l'inaugurer* » (18), « du point de vue de la théorie des épigones, la conquête du pouvoir par le prolétariat constitue, à elle seule, l'accomplissement de la révolution : elle inaugure l'époque des réformes nationales » (19). Et que dire des calculs sordides de la diplomatie chinoise, que dire même des limites étroitement nationales ou régionales de la stratégie de la direction vietnamienne (20) au regard de cette autre implication décisive de la révolution permanente : « La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales (...) elle commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale (...) Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme » (21).

5. Ces remarques voudraient conduire à mieux apprécier comment la crise du stalinisme *combine* nécessairement, d'une part un *écartèlement* croissant des Etats ouvriers et des divers P.C., d'autre part ce qui constitue plus profondément *l'unité sociale et programmatique* des forces issues de la décomposition bureaucratique du mouvement communiste international. Ainsi la puissante tendance à l'autonomisation des divers Etats ouvriers et les cassures qui traversent le « camp socialiste » ne remettent pas en cause la profonde *conformité de statut social et politique* qui unit les diverses bureaucraties nationales et celle de l'U.R.S.S. stalinienne : le statut d'une couche parasitaire étouffant mortellement la démocratie ouvrière et condamnée à limiter strictement la transformation révolutionnaire des rapports de production à ce qu'exigent ses intérêts étriqués, prête aux pires collusions aux dépens de la révolution mondiale. De même, la rivalité d'influence qui peut opposer bureaucratie et impérialisme pour le partage et le repartage du monde, n'amoindrit en rien la responsabilité globalement contre-révolutionnaire d'un mouvement « communiste » socialement solidaire de la couche bureaucratique des divers Etats ouvriers.

Selon l'acuité des contradictions de classe, cette politique des partis

(18) Thèse 9 sur la révolution permanente, Trotsky.

(19) Thèse 13 sur la révolution permanente.

(20) Limites qui s'inscrivent explicitement dans le cadre général de la « coexistence pacifique », comme en témoigne la récente déclaration commune Brejnev — Le Duan.

(21) Thèse 10 sur la révolution permanente.

staliniens aura des implications certes diversifiées : elle s'exprimera à travers le pur et simple soutien au maintien en place des gouvernements bourgeois (France) ou par l'acceptation de responsabilités gouvernementales dans des coalitions de type frontiste (Portugal). Dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, une direction bureaucratique peut même être conduite à étendre la sphère couverte par les régimes ouvriers bureaucratiques. Une telle situation ne doit pas pour autant dérouter les marxistes-révolutionnaires. En l'occurrence, leur ligne de conduite est clairement tracée : soutien inconditionnel dans l'affrontement avec l'impérialisme ; défiance absolue à l'égard de la politique d'ensemble des directions bureaucratiques.

C'était bien là la méthode proposée par Trotsky vis-à-vis du Kremlin dans le cas des territoires occupés. Elle conserve sa portée générale à l'égard des divers partis bureaucratiques d'origine stalinienne dans la mesure où ils ont à affronter l'impérialisme : « La IV^e Internationale ne pouvait boycotter ce bouleversement sous prétexte que l'initiative en venait de la bureaucratie réactionnaire. Notre devoir, très net, est de participer à ce bouleversement aux côtés des ouvriers et des paysans et *dans cette mesure* aux côtés de l'Armée Rouge. En même temps, il fallait mettre en garde les masses sans relâche contre le caractère réactionnaire général de la politique du Kremlin et contre les dangers qui en résulteraient pour les provinces occupées. *Savoir combiner ces deux tâches, ou plus exactement ces deux faces d'une seule et même tâche, voilà en quoi consiste une politique bolchévique* ».

15 décembre 1975.

CHRISTIAN LEUCATE.